



VOIE BILATÉRALE

Seuls les jeunes UDC combattent la libre circulation des personnes

Ils ont le vent en poupe car ils ont lancé le référendum. Mais les jeunes de tous les autres partis se mobilisent aussi.

PIERRE PAUCHARD
À BERNE

L'obamania gagne aussi les jeunes UDC. Combattant la reconduction et l'extension de la libre circulation, leur président Erich Hess s'est exclamé: «Yes, we can». Ils ont le sentiment d'avoir le vent en poupe. Au départ, ils étaient seuls contre tous et même contre la direction de leur parti. Ils ont lancé ce référendum qui a abouti, ce qui représente, selon Erich Hess, «le plus grand succès de l'histoire des jeunes UDC». Lukas Reimann, le conseiller national saint-gallois, attaque les élus du peuple. Une majorité de parlementaires a finalement décidé de lier en un seul vote la reconduction de l'accord et son extension à la Roumanie et à la Bulgarie. Selon lui, «c'est inacceptable, antidémocratique et montre bien leur peur du peuple».

Ils savent que la bataille sera rude. Erich Hess fait ses comptes: «Nous aurons contre nous tous les partis politiques représentés au Conseil fédéral et les milieux économiques en bon ordre de bataille qui ont prévu de dépenser pour ce vote décisif 10 millions de francs.» La campagne des jeunes UDC va être crash, à l'image de leur affiche montrant la noire misère qui va tomber sur la Suisse si les citoyens disent oui. Ils brandissent la menace des Roms envahissant le pays, le spectre de conséquences désastreuses pour la sécurité et l'emploi. Ils fustigent aussi la mollesse de nos autorités face à Bruxelles. Dire non à la libre circulation des personnes serait, selon eux, une nouvelle chance de renégocier des accords qui au-

jourd'hui sont principalement en faveur de l'UE. Et Kevin Grangier, le responsable romand des jeunes UDC, conclut sèchement. «Si Micheline Calmy-Rey ne se sent pas de taille à négocier nos intérêts nationaux, je l'invite à se retirer rapidement de ses fonctions.»

Jeunes contre jeunes

Le vote du 8 février mobilise aussi les jeunes des autres partis. Ils ont contré hier les arguments UDC en manifestant à Berne et en s'attachant des boulets aux pieds. C'est leur façon symbolique de «lutter contre l'emprisonnement, de montrer le danger d'un isolement politique et économique de la Suisse». Grâce à la libre circulation des personnes, ils peuvent étudier, voyager, travailler sans restriction dans les 25 Etats de

l'Union européenne. Ce privilège, ils veulent le garder. Alors ils se sont réunis, jeunes libéraux-radicaux, socialistes, démocrates-chrétiens, Verts, évangélistes et membres des «Young European Swiss» pour former une coalition. Ils vont faire campagne et sensibiliser les autres jeunes à la question de la libre circulation et aux avantages de la voie bilatérale. Les principaux thèmes de leur croisade sont clairs. Proclamer que la libre circulation est une «success story» pour la Suisse. Montrer, chiffres à l'appui, que nos entreprises ont pu engager les travailleurs européens qu'elles ne trouvaient pas sur le marché intérieur, ce qui a consolidé l'emploi et les places d'apprentissage. Raconter leurs expériences d'études et de voyages à travers l'Europe.

[p.pauchard@agefi.com]

3 questions à Kevin Grangier

Responsable romand des jeunes UDC

Contestez-vous vraiment que l'accord de libre circulation a apporté croissance et prospérité à la Suisse?

En fait, jusqu'à aujourd'hui, nous étions dans un environnement de prospérité économique avec une libre circulation de personnes provenant de pays voisins riches, bénéficiant d'une bonne couverture sociale et d'emplois qualifiés. Les résultats ont été normaux. Je dirais même qu'on ne pouvait pas faire moins bien. Demain, tout va changer. Ce sera la récession

économique avec une libre circulation de personnes venant de l'Europe de l'Est, pauvres et sans prestations sociales. Ce que je demande aux économistes, ce sont des prévisions sérieuses pour les années 2013, 2014, 2015. Que va-t-il se passer exactement?

Comment osez-vous affirmer que la reconduction et l'extension de l'accord vont provoquer, en Suisse, un nivellement par le bas?

On n'enrichit pas le pauvre en

affaiblissant le riche. Regardez ce qui s'est passé en Allemagne. La charge fiscale démentielle qui est imposée à nos voisins permet de garder l'Allemagne de l'Est à flot, et cela depuis 20 ans. D'ailleurs, cette pression fiscale insoutenable a un lien direct avec les attaques de leur ministre Peer Steinbrück contre la Suisse. Je le répète: avec la récession, l'extension de l'accord va être une charge pour le citoyen suisse. De plus, il y aura une augmentation des abus sociaux. Des gens sans

scrupules vont forcément vouloir profiter de notre système.

Croyez-vous vraiment que si le peuple dit non, on pourra renégocier avec Bruxelles?

Bien sûr. En politique, tout est négociable. Ce sont nos voisins qui viennent travailler en Suisse, plus que l'inverse. Ce sont leurs camions qui traversent nos Alpes. C'est la Suisse qui prélève un impôt qu'elle remet aux Etats de l'UE. Les pays voisins seraient les grands perdants d'une rupture des relations bilatérales. - (PP)



L'AGEFI

14.11.2008

Auflage/ Seite

10000 / 4

Ausgaben

250 / J.

Seite 2 / 2

9056

6774525

EVD / PD / UVEK / EFD / EDI / EJPD



«YES, WE CAN»

Les cinq mousquetaires des jeunes UDC. Depuis la gauche: Kevin Grangier, le responsable romand, Michele Losa, responsable de la communication, le président Erich Hess, le vice-président Bernhard Zahner et le conseiller national Lukas Reimann. Ils reprennent le slogan de Barack Obama: «Yes, we can».